

Juncker va devoir recomposer son puzzle

L'homme fort, ce sera Timmermans

Portrait **Olivier le Bussy**

Mais quels seront, à la fin, les rôles et les tâches des vice-présidents de la Commission? Comment s'articuleront leurs relations avec les autres commissaires? Depuis le début des auditions des commissaires désignés devant le Parlement européen, et plus encore depuis l'entame de celles des vice-présidents ce lundi, ces questions taraudent les eurodéputés. Même si, en présentant son équipe, le 10 septembre dernier, le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a assuré qu'il n'y aurait pas de commissaires "plus égaux que d'autres" et qu'aucun vice-président ne disposerait d'un droit de veto.

Il en est néanmoins un, parmi les sept membres de sa garde rapprochée, qui disposera d'un pouvoir considérable: le premier vice-président Frans Timmermans. En charge de la Meilleure réglementation et des Relations institutionnelles, le travailliste néerlandais "pourra arrêter n'importe quelle initiative, dont les initiatives législatives, lancée par un commissaire" s'il juge inutile que l'Union européenne intervienne dans tel ou tel domaine, a précisé Jean-Claude Juncker. Ou si l'initiative va à l'encontre de l'Etat de droit et de la charte des droits fondamentaux, dont Frans Timmermans sera également le gardien.

Européen convaincu, mais réaliste

Que cette mission ait été confiée à un Néerlandais, alors que le gouvernement des Pays-Bas a ouvert une réflexion sur les compétences européennes et le principe de subsidiarité, n'a rien de fortuit. Dans une tribune conjointe avec le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier, publiée par le quotidien allemand "Handelsblatt", Frans Timmermans, alors chef de la diplomatie, écrivait en mars que "l'Europe doit être grande pour les grands problèmes, petite pour les petits". Message depuis

abondamment repris par le président Juncker.

Ne pas en déduire que Franciscus Cronelis Gerardus Maria (appelons-le Frans) Timmermans est imprégné de l'eurosepticisme qui a gagné les Pays-Bas ces dernières années.

Né à Maastricht-la-frontalière, le 6 mai 1961, il présente plutôt le profil d'un homme qui a opéré la parfaite synthèse entre son identité nationale – locale, même, pour ce petit-fils de mineur limbourgeois, et fier de l'être – et son identité européenne.

L'homme de Heerlen a vécu en Belgique, en Italie et a étudié le droit européen et la littérature française à Nancy. Outre le néerlandais (et plusieurs dialectes limbourgeois), ce diplomate de formation, grand supporter du Roda JC, parle couramment le français, l'anglais, l'allemand, l'italien et l'espagnol. De même que le russe, appris lors de son service militaire dans les renseignements néerlandais – où il a été formé à interroger les (éventuels) prisonniers de guerre russes – puis pratiqué en tant que secrétaire de l'ambassade des Pays-Bas à Moscou.

Né diplomate, ou presque

Frans Timmermans fut également collaborateur du commissaire européen Hans van den Broek au début des années 90, avant de devenir le conseiller de son mentor Max van der Stoep, Haut commissaire pour les minorités nationales à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

La diplomatie est le fil rouge de la carrière de ce père de quatre enfants, nés de deux mariages. Il faut dire qu'il est tombé dedans quand il était petit. Il a accompagné son père, officier de sécurité de la diplomatie néerlandaise, au

gré de ses affectations, à Bruxelles, puis à Rome. C'est dans la capitale italienne que Frans Timmermans vécut un des épisodes les plus sombres de son existence, lorsqu'il fut abusé par un prêtre. Un outrage que ce catholique rendit public en 2002, pour encourager les victimes à témoigner, au moment où l'Eglise néerlandaise tentait de minimiser un scandale de pédophilie.

"Le bras droit" de Juncker

Elu député du Parti travailliste en 1998, Frans Timmermans intégra l'exécutif de 2007 à 2010, en tant que secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du gouvernement du chrétien-démocrate Balkenende. Lorsque le PvdA revint aux affaires, en novembre 2012, le libéral Rutte le nomma grand manitou de la diplomatie néerlandaise.

Du passage sur la scène politique néerlandaise du Limbourgeois, dont partisans et adversaires vantent la culture et l'envergure intellectuelle, on retiendra notamment ses passes d'armes avec le populiste et xénophobe Geerts Wilders. Mais aussi le discours vibrant d'émotion qu'il prononça l'été dernier devant le Conseil de sécurité des Nations unies, après qu'un avion de la Malaysia Airlines, transportant 193 ressortissants néerlandais, a été abattu par un missile dans l'est de l'Ukraine.

Eu égard à son CV, Frans Timmermans ambitionnait de succéder à Catherine Ashton au poste de Haut représentant pour la politique étrangère de l'Union. L'Italienne Mogherini lui a brûlé la politesse. Mais Jean-Claude Juncker lui a offert bien plus qu'un lot de consolation. "Il sera mon bras droit."

● Les eurodéputés ont recalé le Hongrois Navracsics.

● La Slovène Bratusek n'a pas fait forte impression.

● Le Parlement veut des clarifications sur le rôle des vice-présidents.

"Bras droit" du président Juncker, le Néerlandais pourra recalé les initiatives législatives qu'il estimera inopportunes.

Épingle

Tibor Navracsics en partie recalé

Les résultats de l'examen de repêchage écrit imposé au candidat hongrois n'ont, semble-t-il, pas convaincu les membres de la commission de la Culture et de l'Éducation du Parlement européen. Lors d'un vote à huis clos lundi, ceux-ci ont en effet avalisé la candidature de l'ex-ministre de la Justice du gouvernement Orban en tant que membre de l'équipe Juncker... mais en s'opposant (par 14 voix contre 12 et 1 abstention) à ce que lui soit confié le portefeuille de l'Éducation, la Culture, la Jeunesse et la Citoyenneté qui lui était dévolu. Aux yeux des eurodéputés, le dernier volet de cette fonction paraît en effet complètement incompatible avec le pedigree de Tibor Navracsics, compte tenu du rôle que celui-ci a joué dans la mise en place dans son pays de lois contraires aux principes des droits fondamentaux chers à l'Union.

Dans ses réponses écrites, M. Navracsics a pourtant tenté de mieux se distancier de son ancien mentor qu'il ne l'avait fait lors de son audition la semaine dernière. *“La liberté de la presse et le pluralisme des médias sont d'une importance essentielle à une société démocratique. Je regrette que parfois, dans le passé, le gouvernement hongrois, auquel je n'appartiens plus, n'ait pas accordé une importance suffisante à cet aspect important”*, écrit-il notamment. Un acte de contrition qui n'a pas suffi dans les rangs des libéraux et des sociaux-démocrates. Et qui va forcer Jean-Claude Juncker à réajuster une première pièce de son puzzle. Sans doute pas la dernière. **G.T.**